

30 Septembre 2009

2009-17 **Actualités dans les domaines Formation professionnelle, Orientation professionnelle, universitaire et de carrière, Marché du travail**

Contenu	POLITIQUE DE FORMATION	1. Tertiariation: points de vue d'Urs Kiener et de George Sheldon PLUS: les contributions et la vue d'ensemble en annexe
		2. Livre blanc: accueil critique lors d'un débat PLUS: compte rendu en annexe
		3. SG: le peuple rejette l'initiative sur les places d'apprentissage
	TRANSITIONS	4. UR: élargir le choix professionnel grâce au théâtre
	FORMATION PROFESSIONNELLE INITIALE	5. Places d'apprentissage: nombreuses candidatures chez les employeurs jugés attrayants
		6. Ecole des métiers de Fribourg: réorganisation des filières
		7. Autriche: les jeunes issus de la migration interrompent plus souvent leur formation
		8. Cours interentreprises: Fribourg allège les charges des entreprises
		9. Formation professionnelle initiale: nouvelles ordonnances édictées et en consultation
	ENSEIGNEMENT SECONDAIRE DU 2E DEGRÉ	10. CDIP: nouvelle conférence chargée de l'enseignement secondaire II
	PREMIER MARCHÉ DU TRAVAIL	11. Conjoncture 2010: fort taux de chômage en dépit d'une légère reprise
		12. Professions des TIC: légère augmentation des salaires
	MESURES DU MARCHÉ DU TRAVAIL	13. SO: faciliter l'accès aux places de stage
		14. Chômage des jeunes: le CFEJ préconise des mesures supplémentaires
	CONSEILS ET PLACEMENT SUR LE MARCHÉ DU TRAVAIL	15. Autriche: succès du mentorat pour personnes issues de la migration
		16. Jeunes issus de la migration: réflexions sur leur intégration dans l'entreprise
	AMÉNAGEMENT DU TRAVAIL / SATISFACTION AU TRAVAIL	17. Allemagne: "petits boulots" effectués en ligne
	PUBLICATIONS ET OFFRES ON LIGNE	18. CSFP: brèves informations du comité
		19. CSFO: nouvelle édition du Lexique de la formation professionnelle
		20. Relations internationales de l'OFFT: site internet actualisé
		21. Glossaire pour y voir plus clair dans la jungle des sigles
	PERSONNES ET INSTITUTIONS	22. OFFT: Hugo Barmettler, nouveau responsable de la formation professionnelle
	DIVERS	23. UR: changement à la direction de l'Office de la formation professionnelle
		24. PANORAMA.actualités: Emil Wettstein, rédacteur en chef, prend congé
	OFFRE D'EMPLOI	voir page 2

1. Tertiariation:**points de vue d'Urs Kiener et de George Sheldon**

(dj) George Sheldon, professeur extraordinaire d'économie publique et responsable de la "Forschungsstelle für Arbeitsmarkt- und Industrieökonomik" de l'Université de Bâle, prévoit une demande décroissante en personnes ayant accompli un apprentissage en raison du transfert vers les professions des services. Les employeurs miseraient en effet davantage sur les personnes au bénéfice d'une formation professionnelle en école. Dans sa contribution, l'auteur décrit aussi les scénarios potentiels pour l'avenir de l'apprentissage (www.edudoc.ch/record/35135).

Urs Kiener, chercheur indépendant en sciences sociales, Winterthour, considère l'aptitude à la mobilité comme un aspect essentiel dans le débat sur la tertiarisation du monde du travail. Il examine notamment dans ce contexte les notions de société du savoir et d'apprentissage la vie durant (www.edudoc.ch/record/35117).

Quatre contributions sur le thème de la "tertiarisation" sont déjà parues; d'autres suivront. Voir la vue d'ensemble sous www.edudoc.ch/record/35113.

2. Livre blanc: accueil critique lors d'un débat

(wt) Comme nous l'avons indiqué dans la précédente édition de Panorama.actualités, les Académies suisses des sciences ont publié un Livre blanc (www.academien-suisse.ch/downloads/ZukunftBildungSchweiz_franz_def.pdf) consacré à l'avenir du système éducatif suisse. La formation professionnelle n'y est mentionnée qu'en quelques phrases alors que la formation professionnelle supérieure n'y même pas évoquée. A l'occasion d'un débat organisé le 24 septembre par les Académies suisses des sciences, responsables de la publication du Livre blanc, la discussion a été vive et les critiques ont fusé (www.edudoc.ch/record/34863). Voir le compte rendu sous www.edudoc.ch/record/35147 du débat et les documents sous www.edudoc.ch/record/35103 s'y rapportant (en allemand).

3. SG: le peuple rejette l'initiative sur les places d'apprentissage

(SG) Le 27 septembre, le souverain st-gallois a rejeté (non: 62,6%, oui: 37,4%) l'initiative "pour la création d'un fonds cantonal en faveur de la formation professionnelle (initiative sur les places d'apprentissage)". Davantage d'informations (en allemand): www.ratsinfo.sg.ch
> Lehrstelleninitiative

TRANSITIONS**4. UR: élargir le choix professionnel grâce au théâtre**

(kh) En automne 2008, la Direction de l'éducation et de la culture du canton d'Uri a lancé une campagne intitulée MY TOP JOB et destinée à élargir l'éventail des professions envisagées par les jeunes. A l'heure actuelle, la moitié des jeunes filles limitent leur choix à quatre professions. Les jeunes hommes, quant à eux, devraient être davantage sensibilisés aux professions de la santé et de l'enseignement.

Aux abonné-e-s à la lettre d'information

Vous trouverez l'état actuel du calendrier des manifestations sous www.panorama.ch/pdf/manifestations.pdf.

La rédaction

Offre d'emploi

CSFP: spécialiste en formation professionnelle

La Conférence suisse des offices de la formation professionnelle (CSFP) cherche pour le 1er janvier 2010 ou une date à convenir un ou une spécialiste de la formation professionnelle. Principales tâches: traitement des questions en rapport avec la mise en oeuvre

DES DISPOSITIONS DE LA LOI FÉDÉRALE SUR LA FORMATION PROFESSIONNELLE

sur les plans national et intercantonal, établissement de recommandations et production de documents sur les questions relatives à la formation professionnelle initiale en entreprise et la formation professionnelle supérieure et continue.

Informations détaillées dans l'annonce en annexe. Renseignements complémentaires: Jean-Daniel Zufferey, 031 309 51 68, zufferey@edk.ch

IMPRESSUM

Editeurs: Centre suisse de services Formation professionnelle / orientation professionnelle, universitaire et de carrière CSFO, Berne, et Office fédéral de la formation professionnelle et de la technologie OFFT.

Copyright: CSFO, diffusion libre (sauf indication contraire).

Equipe rédactionnelle: Jacques Amos (ja), Josette Fallet (jf), Coralia Gentile (cg), Daniel Fleischmann (df), Peter Knutti (Kn), Andreas Minder (am), Viktor Moser (vm), Pierre-Yves Puipe (py), Sara Reist (sre), Emil Wettstein (wt), rédacteur en chef, redaction@panorama.ch

Responsable de cette édition: Emil Wettstein

Membres du groupe de pilotage: Daniel Dutweiler, BBT/OFFT; Geneviève Robert, SECO, Yvonne-Marie Ruedin, CLPO, Heinz Stauer, SDBB/CSFO (Présidence/Vorsitz); Jean-Daniel Zufferey, CSFP/SBBK

Traduction: Josette Fallet (d-f) et Rosmarie Hofmann (f-d)

Possibilité de s'abonner gratuitement via la site www.panorama.ch; on y trouve les éditions précédentes.

Au printemps 2010, la pièce "Annette & Andreas" (riche en suggestions quant au choix d'un métier) sera jouée devant les élèves des classes terminales.

Informations sur la campagne: (www.ur.ch/de/bkd/afb/kampagne-mytopjob-m1779/) (en allemand)

FORMATION PROFESSIONNELLE INITIALE

5. Places d'apprentissage: nombreuses candidatures chez les employeurs jugés attrayants

(wt) L'école polytechnique fédérale de Zurich (EPFZ) a repourvu cet été 55 places d'apprentissage, avant tout dans les professions de laborantin (plusieurs orientations), polymécanicien, informaticien, employé de commerce. Selon le responsable de la formation professionnelle, l'EPFZ a reçu 1150 dossiers dont environ deux tiers correspondaient aux exigences. Les chiffres sont à peu près identiques à ceux de 2008.

6. Ecole des métiers de Fribourg: réorganisation des filières

(jf) Comme nous l'annoncions dans l'édition 1/2009 (www.panorama.ch/de/node/3141), l'EMAF - école de multimedia et d'art de Fribourg - a dans l'intervalle été rachetée par le canton. L'intégration des deux filières de formation de concepteurs et conceptrices en multimédia s'est traduite par la création d'un nouveau domaine des arts visuels à l'Ecole des métiers. A la suite de la réorganisation des filières, les quatre domaines professionnels ont reçu de nouvelles appellations: eikonEMF: arts visuels et communication
ergonEMF: technologies industrielles
logusEMF: informatique et technologies de l'information
scolaEMF: maturité professionnelle
Davantage d'informations: www.edudoc.ch/record/35059

7. Autriche: les jeunes issus de la migration interrompent plus souvent leur formation

(vm) En Autriche aussi, il est fréquent que les jeunes issus de la migration interrompent leur apprentissage. Une des raisons tient au fait que les jeunes et leurs parents connaissent mal les possibilités de formation et le marché de l'emploi, comme l'indique une étude AMS (Arbeitsmarktservice) publiée en allemand (www.edudoc.ch/record/34041). Par ailleurs, de nombreux jeunes issus de la migration doutent des avantages d'une formation scolaire ou professionnelle d'une certaine durée et y renoncent.

En Suisse également, les jeunes étrangers rompent souvent leur contrat d'apprentissage, comme l'indiquent notamment les résultats du projet LEVA (www.edudoc.ch/record/28008 - en allemand avec résumé en français).

8. Cours interentreprises: Fribourg allège les charges des entreprises

(jf) Soucieux de maintenir et de créer des places d'apprentissage dans le contexte économique actuel, le Conseil d'Etat a décidé de donner un signal politique fort en faveur de la formation professionnelle. Durant les années scolaires 2009-10 et 2010-11, la part des cours interentreprises à la charge des entreprises formatrices

diminuera; elle passera de 75% à 55%. Inscrite dans le plan cantonale de relance, la mesure fera doubler la subvention cantonale. Pour la formation d'agent d'exploitation CFC, par exemple, la subvention passera de 50 à 100 francs par jour et par apprenti. L'Etat versera directement ce montant à l'entreprise. Davantage d'informations: www.edudoc.ch/record/34914

9. Formation professionnelle initiale: nouvelles ordonnances édictées et en consultation

(jf) Les ordonnances sur la formation professionnelle initiale de serrurier sur véhicules CFC et peintre verrier CFC entreront en vigueur le 1er janvier 2010. Les documents seront disponibles ultérieurement sur le site de l'OFFT (www.bbt.admin.ch/themen/grundbildung/00470/index.html?lang=fr).

Quant aux plans de formation, ils pourront être consultés dans le courant du mois d'octobre sur les sites suivants: Fédération des carrossiers romands FCR (www.fcr.ch) et Association professionnelle suisse du vitrail (www.glasmaerei-schweiz.ch)

Les ordonnances sur la formation professionnelle initiale d'agent-e relation client CFC, de garnisseur/euse de meubles CFC, de maçon-ne CFC, d'aide-maçon-ne AFP, de bottier/ière-orthopédiste CFC, cordonnier/ière CRC et réparateur/trice de chaussures AFP sont respectivement en consultation jusqu'au 17 et au 31 décembre 2009. Les documents peuvent être téléchargés sur le site de l'OFFT (www.bbt.admin.ch/aktuell/vernehmlassung/index.html?lang=fr)

ENSEIGNEMENT SECONDAIRE DU 2E DEGRÉ

10. CDIP: nouvelle conférence chargée de l'enseignement secondaire II

(jf) Une nouvelle conférence spécialisée de la CDIP a commencé ses travaux fin août 2009. La Conférence suisse des services de l'enseignement secondaire II formation générale (CESFG) a notamment pour missions de conseiller la CDIP, réaliser les mandats qu'elle lui confie et lui soumettre des propositions. Elle assure en outre l'information entre les cantons, les régions et les organisations partenaires de la CDIP. Composition du comité: Kathrin Hunziker (AG, présidente), Séverin Bez (VD), Marc Kummer (ZH), Peter Lütolf (OW), Christoph Mattle (SG), Theo Ninck (BE), Daniel Pilly (GE) et Renato Vago (TI). Informations complémentaires: CESFG (www.edk.ch/dyn/20298.php)

PREMIER MARCHÉ DU TRAVAIL

11. Conjoncture 2010: fort taux de chômage en dépit d'une légère reprise

(jli) Les tendances récessives ont aussi perdu de leur vigueur en Suisse au cours du 2e trimestre. En dépit de ce mouvement ascendant, la dynamique de reprise risque de perdre à nouveau de sa vigueur durant l'année 2010. Le groupe d'experts prévoit une faible croissance du PIB suisse (+0,4% contre -0,4% prévue en juin 2009). Les perspectives restent sombres pour le marché du travail. L'emploi devrait encore reculer durant les prochains

trimestres et ne connaître qu'une légère reprise vers la fin de l'année 2010. Le taux de chômage devrait continuer d'augmenter et passer à 5,2% en moyenne annuelle. Communiqué de presse du SECO sous www.edudoc.ch/record/35062

12. Professions des TIC:

légère augmentation des salaires

(vm) En 2009, en dépit de la crise, les salaires de base payés aux professionnels des TIC ont augmenté de 2,7% par rapport à l'année précédente. Le salaire moyen se monte à 115'000 francs par année. A l'inverse, ce qu'il est convenu d'appeler les "salaires du marché", c'est-à-dire ceux payés aux personnes nouvellement engagées, ont reculé de 3%. Ces chiffres sont extraits des résultats d'une enquête sur les salaires conduite par SwissICT (jour de référence: 1er mai 2009).

Communiqué de presse: www.edudoc.ch/record/35071 (en allemand)

MESURES DE MARCHÉ DU TRAVAIL

13. SO: faciliter l'accès aux places de stage

(vm) Comment les jeunes sans emploi après leur apprentissage peuvent-ils trouver une place de stage? Depuis quelque temps, le canton de Soleure explore de nouvelles pistes. Il met à la disposition des jeunes à la recherche d'un emploi un atelier (Praktikwerkstatt) doté d'équipements modernes. Avec l'aide d'un coach expérimenté, les jeunes prennent contact avec les entreprises à même d'offrir des places de stage.

Davantage d'informations: www.praktikwerkstatt.ch (en allemand)

14. Chômage des jeunes:

le CFEJ préconise des mesures supplémentaires

(jf) La Commission fédérale pour l'enfance et la jeunesse (CFEJ) est préoccupée par l'augmentation du chômage des jeunes, notamment des 20-24 ans. Elle préconise de renforcer les mesures permettant aux jeunes sans emploi de mettre leur période de chômage à profit pour parfaire leur formation et demande une augmentation des bourses d'étude pour les jeunes qui préparent la maturité professionnelle. Elle s'inquiète de la multiplication des stages, qui comportent un risque non négligeable de sous-enchère ou de "spirale des stages". La CFEJ souhaite que les jeunes ne soient pas les principales victimes de la révision de la loi sur l'assurance-chômage. Elle espère enfin qu'autorités et partenaires sociaux ne relâcheront pas leurs efforts en matière d'accès à la formation professionnelle.

Communiqué de presse: www.edudoc.ch/record/35130

CONSEILS ET PLACEMENT SUR LE MARCHÉ DU TRAVAIL

15. Autriche: succès du mentorat pour personnes issues de la migration

(vm) Le projet "mentorat des immigrés" soutient les personnes qualifiées issues de la migration dans leur recherche d'un emploi. Les organes responsables en sont les chambres de commerce (Wirtschaftskammern Österreichs WKÖ), le Service de l'emploi

(Arbeitsmarktservice AMS) et le Fonds autrichien d'intégration (Österreichischer Integrationsfonds ÖIF). La secrétaire générale des WKÖ explique que le projet permettra à long terme de couvrir les besoins en personnel qualifié. Le mentorat consiste en premier lieu à établir des réseaux professionnels. Quelque 200 "paires mentor/mentoré" se sont jusqu'à présent constituées à Vienne et en Haute-Autriche.

Communiqué de presse: www.edudoc.ch/record/35072 (en allemand)

16. Jeunes issus de la migration: réflexions sur leur intégration dans l'entreprise

(jf) Au printemps 2009, la SAD - Swiss Academy for Development - a organisé plusieurs tables rondes sur le thème "Comment gérer la diversité culturelle lors de la sélection et de l'intégration d'apprenti-e-s dans l'entreprise?". Les rencontres ont eu lieu à Zurich et à Bienne. Celle prévue à Lausanne a été annulée faute d'un nombre suffisant d'inscriptions. Les tables rondes s'inscrivaient dans la continuité des mesures prises par l'OFFT et le SECO pour permettre au plus grand nombre possible de jeunes issus de la migration d'accomplir un apprentissage.

Un rapport présente les conclusions des tables rondes et émet des recommandations destinées à tous les acteurs du système et en particulier aux entreprises (www.edudoc.ch/record/34497 – en allemand).

AMÉNAGEMENT DU TRAVAIL / SATISFACTION AU TRAVAIL

17. Allemagne:

"petits boulots" effectués en ligne

(vm) Archiver des photos de vacances, construire un site internet personnel, relire un travail de diplôme, ce sont là trois exemples de "petits boulots" parmi bien d'autres qui sont offerts aux internautes allemands. Le principe est simple. Les particuliers qui ont un travail à proposer l'annoncent sur le site internet www.loomondo.de, indiquent le délai dans lequel il doit être effectué et la rémunération. Les intéressés se portent candidats en indiquant leurs noms et qualifications. Dès que le travail est exécuté, celui qui s'en est chargé en communique le résultat sur la plate-forme. Depuis son lancement en mai 2009, le site www.loomondo.de a été consulté par quelque 450'000 personnes à la recherche d'un "petit boulot".

PUBLICATIONS ET OFFRES EN LIGNE

18. CSFP: brèves informations du comité

(dh) Depuis la mise en service du nouveau site de la CSFP (www.csfp.ch), fin juin 2009, on y trouve les dernières nouvelles du comité et un reflet des assemblées plénières. Les "Brèves" sont destinées à l'information des collaboratrices et collaborateurs des offices/services cantonaux de la formation professionnelle, de l'OFFT et des organisations du monde du travail. L'objectif consiste à communiquer sans délai les décisions et les informations les plus importantes.

Accès aux informations: www.csfp.ch/dyn/20008.php

19. CSFO: nouvelle édition du Lexique de la formation professionnelle

(jf) La deuxième édition retravaillée du Lexique de la formation professionnelle (www.lex.formationprof.ch) paraît fin septembre 2009. Réalisé par le CSFO en collaboration avec l'OFFT et la CSFP, cet ouvrage de référence au format de poche décrit les principaux termes de la formation professionnelle en 227 mots-clés. Le lexique peut être obtenu seul ou avec le Manuel pour la formation en entreprise dont la deuxième édition paraît en même temps (www.mfe.formationprof.ch). Davantage d'informations: Lexique de la formation professionnelle sous www.edudoc.ch/record/35060 et Manuel pour la formation en entreprise sous www.edudoc.ch/record/35132

20. Relations internationales de l'OFFT: site internet actualisé

(Kn) L'OFFT a actualisé les informations à propos des relations internationales.

Français: www.bbt.admin.ch/themen/01051/index.html?lang=fr
Italien: www.bbt.admin.ch/themen/01051/index.html?lang=it

21. Glossaire pour y voir plus clair dans la jungle des sigles

(df) De nombreux nouveaux termes (et autant d'abréviations) caractérisent la formation professionnelle initiale, supérieure et continue. Le fascicule intitulé "Voyons plus clair dans la jungle des sigles", édité par la Société suisse des employés de commerce, peut être téléchargé à l'adresse (www.secsuisse.ch/Formation/0909_Voyons-plus-clair_tele). Il contient les abréviations les plus importantes dans le paysage de la formation. C'est un glossaire utile tant aux étudiants qu'aux employeurs.

PERSONNES ET INSTITUTION

22. UR: changement à la direction de l'Office de la formation professionnelle

(jf) Le Gouvernement uranais a nommé Yvonne Slongo en qualité de nouvelle cheffe de l'Office de la formation professionnelle et des écoles du degré secondaire 2. Elle succédera le 1er décembre 2009 à Peter Tresoldi qui exercera une activité indépendante dès janvier 2010. Communiqué de presse: www.edudoc.ch/record/35006 (en allemand seulement)

23. OFFT: Hugo Barmettler, nouveau responsable de la formation professionnelle

(Kn) Hugo Barmettler (63 ans) succède le 1er octobre 2009 à Serge Imboden. En sa qualité de responsable du centre de prestations Formation professionnelle et de vice-directeur, il siégera à la direction de l'OFFT. Actuellement responsable suppléant de ce centre de prestations et du secteur Questions de fond et politique, Hugo Barmettler exerce son activité dans le domaine de la formation professionnelle depuis 1992; il a travaillé à l'Institut suisse de pédagogie pour la formation professionnelle (ISFPF) avant d'entrer à l'OFFT en 1998. Il a participé de manière décisive à la rédaction de l'actuelle loi sur la formation professionnelle. Communiqué de presse: www.edudoc.ch/record/35074

Emil Wettstein, rédacteur en chef du PANORAMA, prend congé

Chères lectrices, chers lecteurs,

Je prends congé de vous avec la publication de la présente newsletter.

Le bulletin d'information existe depuis 1998. 255 éditions et 4700 nouvelles ont été publiées depuis lors, comme l'indique la rétrospective des médias spécialisés qui paraissent désormais sous l'égide du CSFO, voir www.panorama.ch/pdf/Entwicklung_Panorama.pdf, en allemand. Nombreux sont celles et ceux qui y ont collaboré: Annemarie Abbondio, Jacques Amos, Philippe Domont, Josette Fallet, Daniel Fleischmann, Diana Hausammann, Rosmarie Hofmann, Elisabeth Kleiner, Christine Kübler, Andreas Minder, Viktor Moser, Peter Müller, Phuoc Ngo, Sara Reist, Mag. Reiterer et son équipe, Yvonne-Marie Ruedin, Martin Saxer, Loredana Usai ainsi que les collaborateurs du CSFO. Le nombre des abonnés est passé de quelques dizaines à 5800; aussi le lectorat représente-t-il aujourd'hui environ 10'000 personnes.

Comme déjà annoncé (www.panorama.ch/fr/nl/6528), Michael Fritschi, CSFO, reprend le 1er octobre la responsabilité de l'ensemble des médias à l'enseigne de PANORAMA et, à ce titre, la rédaction de la newsletter. Notre bureau s'occupe encore de la production du bulletin et de la gestion des annonces jusqu'à la fin de l'année.

Je tiens à remercier tous mes collaborateurs et collaboratrices de leur engagement, les autorités compétentes de leur bienveillance et du financement des travaux et vous, chères lectrices et chers lecteurs, de votre intérêt. Je souhaite plein succès à mon successeur et beaucoup de satisfaction dans sa nouvelle fonction.

Emil Wettstein
Berufsbildungsprojekte Dr. Emil Wettstein GmbH

A propos de la tertiarisation

Document complémentaire à la lettre d'information PANORAMA.actualités

Nouvelle 6450fb

Tertiarisation du monde du travail – un défi pour la formation professionnelle

Dans ses caractéristiques essentielles, notre système de formation professionnelle a été conçu à une époque où l'industrie et les arts et métiers marquaient de leur empreinte le monde du travail en Suisse. Mais aujourd'hui, c'est le secteur tertiaire - ou secteur des services - qui emploie les trois quarts des personnes actives. Quelles sont les conséquences de ce changement pour la formation professionnelle? Quelles sont les adaptations que cela implique? Ou même: Faut-il remplacer notre système parce qu'il ne correspond plus aux exigences? Nous avons posé ces questions à des représentants du monde scientifique et du monde de la pratique. Leurs réponses sont publiées comme documents PANORAMA.plus.

Contributions déjà parues:

Jürg Schweri et André Zbinden, EHB Zollikofen:

La formation professionnelle duale est-elle en mesure de maîtriser les défis liés au changement de structure? La valeur de la formation professionnelle duale est régulièrement contestée en ce qui concerne l'avenir. C'est un point de vue que Martin Carnoy, professeur à l'Université de Stanford, a également défendu, lors du Congrès international de la recherche en formation professionnelle à l'Institut fédéral des hautes études en formation professionnelle (IFFP). Les auteurs remettent en question les arguments généralement invoqués pour récuser la valeur de la formation duale dans le futur ; il brosse par ailleurs un rapide tableau de la manière dont la formation professionnelle affronte les défis de l'avenir en Suisse.
<http://www.edudoc.ch/record/33348>

Jacques Amos, Département de l'instruction publique, Genève:

Genève, laboratoire de la tertiarisation?

En Suisse, et tout particulièrement en Suisse allemande, on aime se moquer des particularités parfois amusantes, parfois affligeantes, du canton de Genève dans toutes sortes de domaines. On parle alors de «Genferei» (genevoiserie). Dans le débat sur les effets de la tertiarisation de l'économie pour la formation professionnelle,

toutefois, Genève pourrait servir de laboratoire d'idées et de projet pilote de fait.

<http://www.edudoc.ch/record/33831>

Arthur Schneeberger de l'Institut de recherche en formation de l'économie (Institut für Berufsbildungsforschung der Wirtschaft) de Vienne:

Changement structurel et inclusion à la formation comme défis de la formation d'apprentis

L'avenir du système dual occupe régulièrement la recherche nationale et internationale sur la formation. Elle est souvent placée dans le contexte de la part croissante des personnes travaillant dans le secteur des services, et plus particulièrement des services liés au savoir. Le présent article reprend cette idée, tout en signalant sur la base des développements et constats actuels que cet aspect ne suffit pas à saisir la dynamique du changement des systèmes de formation professionnelle. Des postulats d'inclusion sociale de tous les jeunes en formation après la scolarité obligatoire, ainsi que l'accent accru que met la politique de formation sur la «perméabilité» entre toutes les filières du niveau secondaire II et le système de formation tertiaire, sont également des facteurs d'influence.
<http://www.edudoc.ch/record/33827>

Rolf Dubs, Université de Saint-Gall:

La «tertiarisation» et l'avenir de la formation professionnelle – Contribution à la discussion

On assiste actuellement à une tendance qui vise indiscutablement l'«académisation» de la formation professionnelle et entraîne entre autre une généralisation des connaissances. Cette nouvelle tendance est discutée dans cet article, où il est montré que la formation professionnelle est beaucoup plus liée à des objets que ce que l'on admet généralement et que les aptitudes et savoir-faire gardent toute leur importance, surtout dans les métiers manuels. Mais ce texte postule aussi qu'il faut examiner dans quelles professions les exigences intellectuelles et académiques augmentent et impliquent des adaptations dans la formation professionnelle.
<http://www.edudoc.ch/record/34854>

Urs Kiener, Kiener Sozialforschung, Winterthour:

Formation professionnelle et mobilité

Changement structurel, tertiarisation - dans la discussion à propos de la formation professionnelle, ces termes s'utilisent le plus souvent de manière automatique et comme allant de soi en référence à la

A propos de la tertiarisation

seule économie - et non pas également au domaine de la formation ou à la société. Il y a là quelque chose de problématique. En effet: si la formation professionnelle n'est tournée que vers l'économie, elle ne satisfera pas aux exigences de celle-ci. Cette thèse est illustrée ci-après.

<http://www.edudoc.ch/record/35117>

George Sheldon, Université de Bâle:
La formation professionnelle dans un monde du travail en changement

A la fin des années 1980, 75 pour cent des jeunes suisses choisissaient encore la voie de la formation professionnelle. La proportion actuelle n'est plus que de deux tiers, tendance à la baisse. Comment expliquer cette situation et quelles en sont les conséquences pour la formation professionnelle? C'est le sujet de cet article.

<http://www.edudoc.ch/record/35135>

Nous attendons des contributions des auteurs suivants:

Philippe Gonon, Université de Zurich
Peter Sigerist, Union syndicale suisse

Impressum

Document complémentaire à la newsletter PANORAMA.actualités.
© chez l'éditeur: Centre suisse de services Formation professionnelle | orientation professionnelle, universitaire et de carrière CSFO, Berne

Possibilité de s'abonner gratuitement via le site www.panorama.ch; on y trouve les éditions précédentes et d'autres informations sur le marché du travail, la formation professionnelle, l'orientation professionnelle, universitaire et de carrière.

Rédacteur responsable: Emil Wettstein, Berufsbildungsprojekte GmbH Zürich, redaction@panorama.ch

La tertiarisation: un problème pour notre système de formation professionnelle?

Document complémentaire à la lettre d'information PANORAMA.actualités du 30 septembre 2009

Nouvelle 6860fa

Formation professionnelle et mobilité

Changement structurel, tertiarisation - dans la discussion à propos de la formation professionnelle, ces termes s'utilisent le plus souvent de manière automatique et comme allant de soi en référence à la seule économie - et non pas également au domaine de la formation ou à la société. Il y a là quelque chose de problématique. En effet: si la formation professionnelle n'est tournée que vers l'économie, elle ne satisfera pas aux exigences de celle-ci. Cette thèse est illustrée ci-après. Par Urs Kiener

Il est bien connu que la «tertiarisation» ne peut pas être rattachée exclusivement aux transformations qui s'opèrent dans les secteurs et les branches de l'économie. C'est pourquoi on déplace le projecteur sur les métiers; on se retrouve ainsi en situation d'identifier, par exemple, les professions de service du secteur secondaire (tertiarisation interne du secteur secondaire). Mais apparemment, même ce niveau n'est pas suffisamment différencié. En effet, si l'on va dans cette direction, les activités à l'intérieur d'une profession peuvent relever tant du secteur secondaire que du secteur tertiaire. Très vite, on est alors confronté au problème de ce que la «tertiarisation» veut dire. En référence à des activités: tout ce qui n'est pas production directe de biens? Et: qu'est-ce que cela signifie concrètement? En référence à des compétences: entre autres, toutes les compétences transversales - ou compétences-clé - qui complètent les compétences professionnelles et doivent faciliter pour une large part les apprentissages du futur, la flexibilité sur le marché du travail et l'employabilité? S'agit-il là de «compétences du tertiaire», dans la mesure où elles ne sont pas nécessaires à la production directe de biens? Au lieu de chercher à approfondir ce genre de questions, nous aborderons ici deux aspects de la mutation susceptibles d'éclairer quelque peu la notion de «tertiarisation».

Aspects de la mutation

Le premier aspect concerne les modifications dans le domaine du travail. La discussion sociologique de ces modifications retient la «flexibilisation» et la «dé-

limitation» (suppression des limites) comme notions centrales. La vie active s'entend toujours moins souvent au sens de travail dans des conditions normales, d'emploi garanti pour un an ou pour des dizaines d'années chez le même employeur, de grande constance dans un domaine d'activité, éventuellement d'une promotion dans l'entreprise grâce à des performances élevées et à la formation continue interne et externe. En lieu et place, les changements d'activité, d'entreprise, de lieu de travail, de profession sont en augmentation; la répartition du travail fluctue au cours du temps, on interrompt son activité, on

A propos de la tertiarisation

Dans ses caractéristiques essentielles, notre système de formation professionnelle a été conçu à une époque où l'industrie et les arts et métiers marquaient de leur empreinte le monde du travail en Suisse. Mais aujourd'hui, c'est le secteur tertiaire – ou secteur des services – qui emploie les trois quarts des personnes actives. Quelles sont les conséquences de ce changement pour la formation professionnelle? Quelles sont les adaptations que cela implique? Ou bien même: faut-il remplacer notre système parce qu'il ne correspond plus aux exigences? Nous avons posé ces questions à des représentants du monde scientifique et du domaine de la pratique.

Leurs réponses seront publiées comme documents PANORAMA.plus. www.edudoc.ch/record/35113 indique les contributions déjà parues et celles qui paraîtront ultérieurement.

La Rédaction

La tertiarisation: un problème pour notre système de formation professionnelle?

mène à terme des formations complémentaires, etc.. La stabilité diminue, le court terme augmente. Les parcours professionnels se transforment. De nouvelles réglementations et formes de travail estompent les limites : il y a l'indépendance contrainte, souvent fictive, qui résulte d'un transfert de fonctions vers un partenaire externe («outsourcing»); il y a les modèles d'intrapreneur (par ex. le fait d'assumer soi-même la responsabilité du financement de ses prestations personnelles à l'intérieur d'une entreprise); il y a les conventions sur les objectifs avec responsabilité financière partagée qui effacent les distinctions entre employé et indépendant, entre responsabilité - ou prise de risque - de l'entreprise et de l'employé. L'organisation du temps de travail, le télé-travail, des conditions d'emploi précaires - la combinaison éventuelle de plusieurs emplois à temps partiel - peuvent également renforcer la «dé-limitation» entre travail et loisirs.

Les notions de «société du savoir» et d'«apprentissage tout au long de la vie» qui en découle introduisent un second aspect. D'après ces concepts, le savoir est devenu la principale ressource stratégique. Pour l'entreprise comme pour l'individu, la tradition et l'expérience n'ont plus cours comme facteurs de succès; ce rôle est dévolu dorénavant à des savoirs nouveaux - ou jugés tels. Cela veut dire que l'on part de l'idée que les individus acquièrent, en continu et à vie, des savoirs nouveaux (et oublient les anciens). La trajectoire professionnelle est donc toujours marquée également comme un parcours pour acquérir des savoirs ou se former. Etre bien équipé sur le plan du savoir passe en effet pour un facteur décisif de réussite ou d'échec de son parcours professionnel qui est dorénavant «carriérisé». Il ne s'agit plus d'accomplir la tâche fixée, à l'instar de toutes les autres, mais d'acquérir une combinaison de savoirs - formels et informels - qui vous soit propre.

Les exigences

Les deux aspects ont un point commun: ils soulignent la nécessité pour les individus d'être capables de gérer les exigences de flexibilité, l'insécurité et la mobilité et de les utiliser si possible comme des opportunités. Dès lors, la capacité de trouver avec succès ses marques à l'intérieur d'un cadre et d'un ordre donnés ne suffit pas. Car le travail et l'acquisition du savoir ne sont pas des domaines qui se démarquent clairement des autres secteurs de la vie. *La mutation tisse de nouvelles relations entre l'activité*

professionnelle, l'acquisition du savoir et le parcours de vie. C'est pourquoi il faut être à même de juger des risques et des opportunités pour son parcours de vie, de se voir de l'extérieur et de s'évaluer, d'exploiter ses compétences personnelles, de s'imaginer et de se mettre en scène sur le marché du travail (interne et externe). Il convient de savoir concilier les transformations dans l'activité professionnelle et son projet personnel de vie et de concevoir sa propre trajectoire. De plus en plus fréquemment, il faut pour cela être capable de gérer des savoirs différents et de les combiner, de changer de niveau et donc d'être en possession de compétences complexes ou à plusieurs niveaux.

Les objectifs de la formation professionnelle

Est-ce bien à la formation professionnelle que revient la tâche de développer toutes ces capacités? En tout état de cause: réduire la formation professionnelle à la mission de produire des qualifications pour «l'économie» est une simplification inacceptable. On occulte tout d'abord par là que l'intérêt pour les qualifications n'est pas forcément le même s'il est lié à une entreprise isolée, ou spécifique à une branche, ou qu'il touche l'économie dans son ensemble. Les capacités, considérées comme opportunes à un moment précis du temps, dans la perspective d'une entreprise particulière peuvent s'avérer insuffisantes du point de vue de la branche ou de l'économie en général; elles peuvent en effet être trop spécifiques et ne pas permettre d'adaptations. On perd ensuite de vue que la formation professionnelle duale précisément fait partie tant de l'économie que du système éducatif. Rédigé par un collectif d'auteurs, le rapport 2008 sur l'éducation en Allemagne (Nationaler Bildungsbericht 2008 für Deutschland) énumère trois dimensions concernant la formulation des objectifs généraux dans tous les domaines de la formation: la «capacité individuelle de régulation», les «ressources humaines» et la «participation à la vie civique et l'égalité des chances». Ces dimensions sont valables explicitement pour la formation professionnelle aussi; ailleurs elles sont qualifiées de «consensus entre les responsables de la politique éducative» (Bertelsmann 2009: 15). La dimension des «ressources humaines» recouvre la protection du volume des personnes actives et de leurs qualifications. Par «capacité individuelle de régulation», il faut entendre la capacité des individus à organiser leur vie de manière autonome. La dimension de la «participation

La tertiarisation: un problème pour notre système de formation professionnelle?

à la vie civique et de l'égalité des chances» renvoie de diverses façons à l'intégration que la formation professionnelle, quant à elle, cherche à atteindre par des offres différenciées selon les performances - ou offres passerelle.

Même si l'accord sur ces objectifs devait subsister, la grande question demeure de savoir quels rapports ceux-ci entretiennent entre eux. Il va en effet de soi que la pondération des diverses dimensions puisse varier selon le domaine de formation; il va alors également de soi que le conflit puisse surgir entre elles. Ce que les objectifs ont à voir ensemble, s'ils s'excluent mutuellement, s'ils sont solidaires les uns des autres, si l'un absorbe l'autre: il faut débattre de tout cela. A titre d'exemple: il est clair qu'on peut entendre par «employabilité» aussi bien des aspects de la capacité individuelle de régulation que les compétences nécessaires dans la perspective des ressources humaines; il est toutefois moins évident d'établir si l'on comprend la même chose à partir de ces deux points de vue.

Sur la toile de fond des développements esquissés, la «capacité individuelle de régulation» prend manifestement une importance toute particulière. Elle ne peut se limiter à un seul domaine, elle englobe précisément aussi les contacts avec les divers secteurs de la vie. L'aptitude à la mobilité occupe ici une place centrale. En lien avec la vie active, cela veut dire la capacité de changer d'activité, d'employeur, de forme de travail, de niveau hiérarchique, de rôle - passivement et activement.

Pendant longtemps, un modèle linéaire a prédominé dans la formation professionnelle: on développait les qualifications courantes demandées et formulées par les entreprises et les associations; indépendamment, on apportait en complément des éléments de culture générale. Depuis quelque temps, les champs professionnels sont au premier plan et on vise l'employabilité; elle est néanmoins la plupart du temps étroitement couplée avec une profession; la formulation typique qui suit le montre bien: «Un certificat de formation professionnelle atteste la capacité professionnelle et donc l'employabilité». (Conseil fédéral 2000: 5701, cité par U.K.). C'est précisément ce couplage étroit qui est aujourd'hui remis en question: que la capacité professionnelle (dans une profession précise) entraîne automatiquement l'employabilité dans son sillage.

Les horizons temporels

Préparer à la mobilité implique un autre horizon temporel que celui dont la formation professionnelle avait l'habitude. Il était traditionnellement de première importance à chaque fois de répondre aux exigences actuelles en fonction des besoins à un moment précis (un «pas dans le monde du travail» couronné de succès) et de s'en remettre pour le reste aux personnes formées, aux entreprises et à la formation continue. La préparation à la mobilité, par contre, n'est pas centrée sur un moment mais sur de longues *périodes de temps*.

Selon un point de vue largement répandu, la préparation à la mobilité est de la compétence du système éducatif. C'est le système éducatif qui prévaut en tant que levier de préparation à la mobilité: il crée et fonde dans une large mesure la mobilité et les chances d'accéder à une carrière, il fait référence à un avenir ouvert. La mobilité - en particulier la mobilité verticale - s'emboîte aujourd'hui étroitement dans la mobilité de la formation. Cela mène à la rupture avec la tradition qui consiste à «voir et organiser la formation professionnelle sous l'angle de la vie active et du marché du travail et non pas sous ses aspects de formation». (Baethge et al. 2007: 12). C'est pourquoi la formation professionnelle, dans la mesure où elle se réfère à la mobilité, ne pourra pas éviter la confrontation avec le système éducatif où une tertiarisation a également lieu: la croissance du secteur tertiaire (avant tout: les hautes écoles, universitaires et spécialisées). Parce que la formation professionnelle est elle-même une partie du système éducatif (et aussi du système économique), il s'agit de clarifier le rôle qu'elle exerce là. Les grandes réformes de la formation professionnelle des années 1990 visaient à améliorer la reconnaissance des certificats et diplômes de la formation professionnelle dans le système éducatif et à créer de nouveaux titres (maturité professionnelle, HES). Mais les relations que la formation professionnelle entretient avec le système éducatif demeurent contradictoires - aujourd'hui comme hier. (Kiener 2008).

Conclusions

La tertiarisation est bien davantage qu'une mutation structurelle des secteurs. Si l'on place dans cette même perspective les aspects en développement évoqués ici, le défi de la tertiarisation implique pour la formation professionnelle de s'orienter en fonction

La tertiarisation: un problème pour notre système de formation professionnelle?

d'horizons temporels de plus longue durée (trajectoire, parcours de vie) et d'une qualification plus globale. Etre capable d'exercer maintenant et avec succès une activité précise dans un champ professionnel précis: toujours plus souvent, il ne s'agit là plus que d'une partie - même si elle importante - de la «capacité individuelle de régulation» qui compte aussi pour l'économie. En d'autres termes: les qualifications requises par un champ professionnel ne sont plus qu'un élément partiel - même s'il est important - des compétences dont les personnes actives auront besoin dans un avenir proche si elles veulent exercer une activité dans ce même champ professionnel.

A propos de l'auteur

Urs Kiener est licencié en économie publique; il travaille comme chercheur indépendant en sciences sociales et dans les HES. Ses sujets prioritaires: formation professionnelle, hautes écoles, parcours de formation, politique éducative, savoirs /société du savoir.
E-mail: ukiener@ksfw.ch

Traduction: Christine Kübler; mise en page: rh

Bibliographie

Autorengruppe Bildungsberichterstattung (2008), Bildung in Deutschland 2008. Bielefeld

Bertelsmann Stiftung, Hg. (2009), «Berufsausbildung 2015» - Ein Leitbild. o.O.

Baethge, Martin, Solga Heike, Wieck Markus (2007), Berufsbildung im Umbruch. Signale eines überfälligen Aufbruchs. Berlin: Friedrich-Ebert-Stiftung

Conseil fédéral (2000), Message relatif à une nouvelle loi fédérale sur la formation professionnelle du 6 septembre 2000

Kiener, Urs (2008), Halbe und widersprüchliche Modernisierung. Das neue Berufsbildungsgesetz und das Bildungssystem. In: Tibor Bauder und Fritz Osterwalder (Hrsg.), 75 Jahre eidgenössisches Berufsbildungsgesetz. Bern, 235-255

Impressum

Document complémentaire à la newsletter PANORAMA.actualités.

© chez l'éditeur: Centre suisse de services Formation professionnelle | orientation professionnelle, universitaire et de carrière CSFO, Berne

Possibilité de s'abonner gratuitement via le site www.panorama.ch; on y trouve les éditions précédentes et d'autres informations sur le marché du travail, la formation professionnelle, l'orientation professionnelle, universitaire et de carrière.

Rédacteur responsable: Emil Wettstein, Berufsbildungsprojekte GmbH Zürich, redaction@panorama.ch

Formation professionnelle et tertiarisation

Document complémentaire à la lettre d'information PANORAMA.actualités du 30 septembre 2009

Nouvelle 6870fa

La formation professionnelle dans un monde du travail en changement

A la fin des années 1980, 75 pour cent des jeunes Suisses choisissaient encore la voie de la formation professionnelle. La proportion actuelle n'est plus que de deux tiers, tendance à la baisse. Comment expliquer cette situation et quelles en sont les conséquences pour la formation professionnelle? C'est le sujet de cet article. George Sheldon

Explications usuelles

Diverses interprétations sont avancées pour expliquer cette évolution à la baisse. Nombreux sont ceux qui établissent un rapport avec une tendance croissante des entreprises à profiter des autres. Les qualifications acquises durant l'apprentissage ont en effet un potentiel d'application supra-entreprise et sont utiles à de nombreux types d'organisations. Cela inciterait les employeurs à laisser la concurrence s'occuper de la formation professionnelle, pour ensuite engager les nouveaux professionnels déjà formés, d'où la notion de «profiteurs». Mais cette explication est contrée par le fait qu'une telle incitation a toujours existé et que le nombre d'apprentis a continuellement augmenté pendant des décennies. Cette thèse ne peut être maintenue que si l'on admet que les entrepreneurs actuels poursuivent d'autres objectifs, ce qui semble plutôt improbable, ou que la pression générale des coûts est devenue plus forte. A ce dernier argument s'oppose le fait que les changements structurels ne sont pas plus marqués qu'il y a trente ans.¹

D'autres personnes prétendent que les salaires des apprentis sont trop élevés, ce qui pousserait les entreprises à diminuer le nombre de contrats. On peut répondre dans ce cas que la baromètre des places d'apprentissage de l'Office fédéral de la formation professionnelle et de la technologie (OFFT)

¹ Pour la preuve empirique, cf. Sheldon (2005).

n'indique aucun manque de places d'apprentissage.

En outre, Wolter et Schweri (2002) constatent que les entreprises récupèrent un multiple des coûts de formation à la fin de la période d'apprentissage grâce aux rendements obtenus. Il semble donc qu'en Suisse, la formation professionnelle reste rentable pour la plupart des entreprises formatrices

Et parfois, on prétend aussi que l'image de l'apprentissage se serait ternie auprès des jeunes, comme s'il s'agissait d'un effet de mode, et qu'il s'agit maintenant de changer cette image.

A propos de la tertiarisation

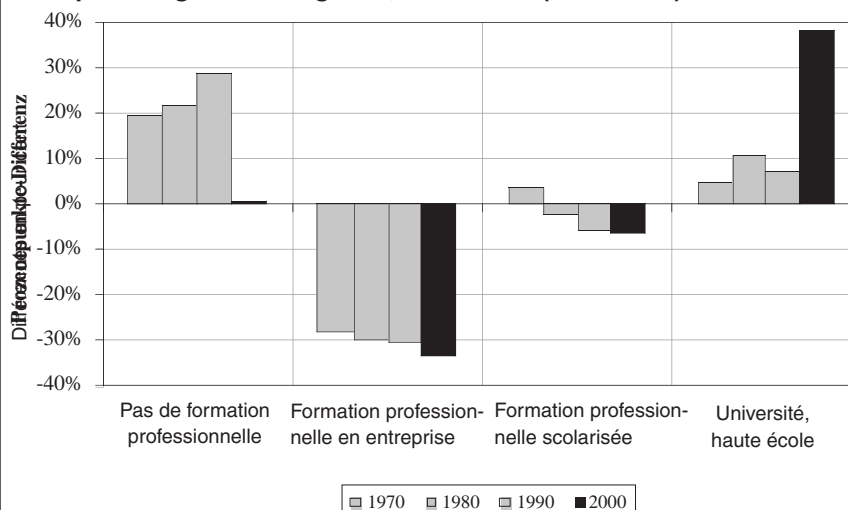
Dans ses caractéristiques essentielles, notre système de formation professionnelle a été conçu à une époque où l'industrie et les arts et métiers marquaient de leur empreinte le monde du travail en Suisse. Mais aujourd'hui, c'est le secteur tertiaire – ou secteur des services – qui emploie les trois quarts des personnes actives. Quelles sont les conséquences de ce changement pour la formation professionnelle? Quelles sont les adaptations que cela implique? Ou bien même: faut-il remplacer notre système parce qu'il ne correspond plus aux exigences? Nous avons posé ces questions à des représentants du monde scientifique et du domaine de la pratique.

Leurs réponses seront publiées comme documents PANORAMA.plus. www.edudoc.ch/record/35113 indique les contributions déjà parues et celles qui paraîtront ultérieurement.

La rédaction

Formation professionnelle et tertiarisation

Fig. 1: Différences des profils de formation des actifs à plein temps immigrés et indigènes, sur 29 ans (1970-2007)²



Source: Données individuelles harmonisées du recensement de la population 1970-2000, Office fédéral de la statistique (Neuchâtel), calculs de l'auteur

Signes d'une baisse du besoin d'apprentis

La diminution de la part des jeunes choisissant l'apprentissage pourrait cependant s'expliquer dans un autre contexte: il est possible que les entreprises aient moins besoin d'apprentis. Plusieurs observations empiriques soutiennent cette hypothèse. Il s'agit de considérer le niveau de formation des nouveaux immigrants employés à plein temps. La *figure 1* illustre les différentes proportions de niveaux de formation constatées entre ces immigrants et la population indigène employée à plein. Si l'on part du principe que les entreprises en Suisse recrute ce personnel étranger en raison des qualifications qu'il apporte et qui sont relativement rares en Suisse, alors le graphique indique que ces dernières années, ce sont surtout les universitaires qui ont manqué. La proportion de ces derniers parmi les immigrants étrangers est en effet presque 40% plus importante que parmi la population indigène

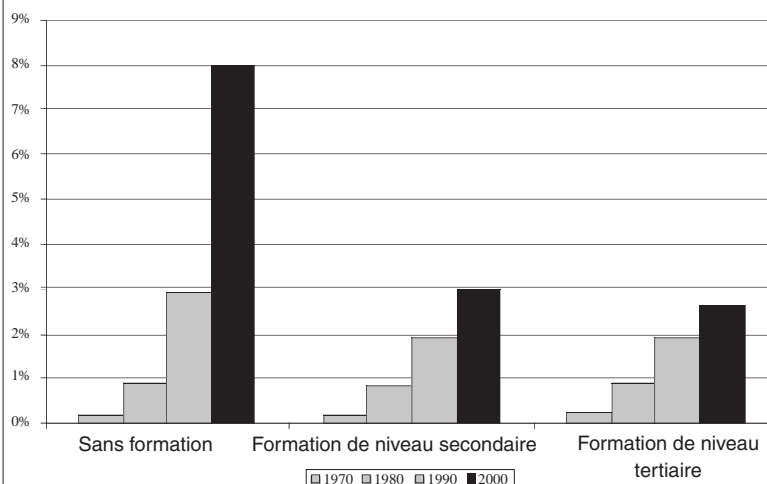
² Les formations professionnelles en entreprise comprennent les apprentissages et les écoles professionnelles (écoles des métiers) à plein temps; «Université / haute école» comprend un diplôme universitaire ou HES; les formations professionnelles avec maturité ou diplôme englobent la maturité ou le diplôme d'un institut pédagogique, d'une formation professionnelle supérieure ou d'une école supérieure.

active. Par contre, le graphique n'indique pas de manque de titulaires d'un CFC - au contraire, il en apparaît plutôt un excédent croissant.

Il faut par ailleurs rendre attentif à l'évolution du chômage en fonction du niveau de formation (cf. *Figure 2*). Le taux de chômage des universitaires (niveau de formation tertiaire) se trouve en l'an 2000 pour la première fois inférieur à celui des titulaires d'un apprentissage (niveau secondaire). Jusqu'en 1980, le niveau de formation n'avait aucune influence sur

le taux de chômage. Depuis 1990, on observe des différences notamment aux dépens des personnes non formées («sans formation»). Les résultats les plus récents de Wyss (2008), qui s'appuient sur les données des enquêtes suisses sur la population active (ESPA) durant la dernière décennie, montrent

Fig. 2: Taux de chômage en fonction du plus haut niveau de formation obtenu par les personnes concernées, 1970-2000



Source: Données individuelles harmonisées du recensement de la population 1970-2000, Office fédéral de la statistique (Neuchâtel), calculs de l'auteur

que les écarts se sont renforcés depuis 2000. Les derniers chiffres indiquent un taux de chômage un tiers plus élevé chez les titulaires d'une formation professionnelle que chez les universitaires.

Formation professionnelle et tertiarisation

Tertiarisation du monde professionnel

La tertiarisation du monde du travail est coresponsable de la diminution de la demande pour titulaires d'un apprentissage de la part des entreprises. On entend par là le déplacement croissant du nombre d'emplois des professions agricoles, artisanales et industrielles vers les emplois de services. Il est important de préciser que la tertiarisation se rapporte à la profession et non à la branche. Cela est parfois oublié, ce qui provoque certaines confusions. La profession caractérise l'activité exercée, alors que la branche correspond à la prestation économique principale de l'entreprise pourvoyeuse d'emplois. La profession d'informaticien permet d'illustrer cette différence: Si les informaticiens exercent bien la même profession, si la grande majorité d'entre eux travaillent en dehors de la branche des «services informatiques». D'une façon générale, il n'existe pas de lien étroit entre la profession d'une personne et son appartenance à une branche: sur une échelle de 0 à 100%, ce degré de correspondance n'est que de 10% (cf. Sheldon, 2008).

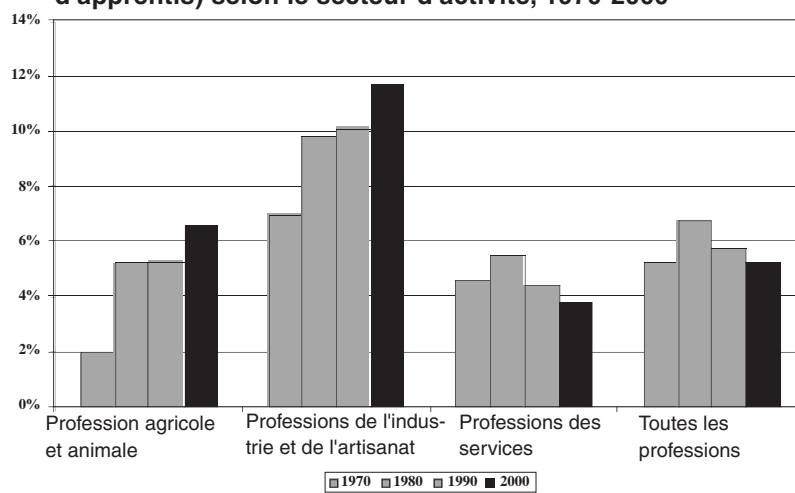
Conséquences pour la formation professionnelle

La tertiarisation du monde professionnel entraîne des conséquences sérieuses quant à l'offre de places d'apprentissage. Cela est dû au fait que l'apprentissage est beaucoup plus répandu dans les professions des secteurs agricole, artisanal et industriel que dans les services. Cette proportion est clairement reconnaissable dans la *figure 3*, qui indique le rapport (taux d'apprentis) entre le nombre d'apprentis et le nombre de personnes actives (sans les apprentis) en fonction de l'orientation professionnelle. On peut constater qu'en 2000, la proportion d'apprentis atteint presque 7% dans les professions agricoles et presque 12% dans le secteur artisanal et industriel, alors que ce chiffre n'est que de 4% dans les professions de services.

Le graphique montre également que depuis 1970, la proportion d'apprentis augmente continuellement dans les professions agricoles, artisanales et industrielles, ce qui contredit l'idée largement répandue qui

voit les entreprises réduire leur effort en matière de formation. Là où la formation professionnelle est bien ancrée, son importance continue aussi d'augmenter. C'est seulement dans les services, où il n'avait jamais atteint une telle importance, que l'apprentissage perd du terrain depuis 1980. Mais cette diminution est en fait moins prononcée que l'augmentation dans les autres professions. Comme la grande majorité des personnes actives travaillent dans les services, c'est pourtant la tendance légèrement négative qui l'em-

Fig. 3: Nombre d'apprentis par personne active (quote-part d'apprentis) selon le secteur d'activité, 1970-2000



Source: Données individuelles harmonisées du recensement de la population 1970-2000, Office fédéral de la statistique (Neuchâtel), calculs de l'auteur

porte dans la proportion moyenne des places d'apprentissage pour toutes les professions. La moitié des diminutions est due à cet effet, l'autre moitié s'expliquant par un effet de transfert, donc par le processus de tertiarisation.

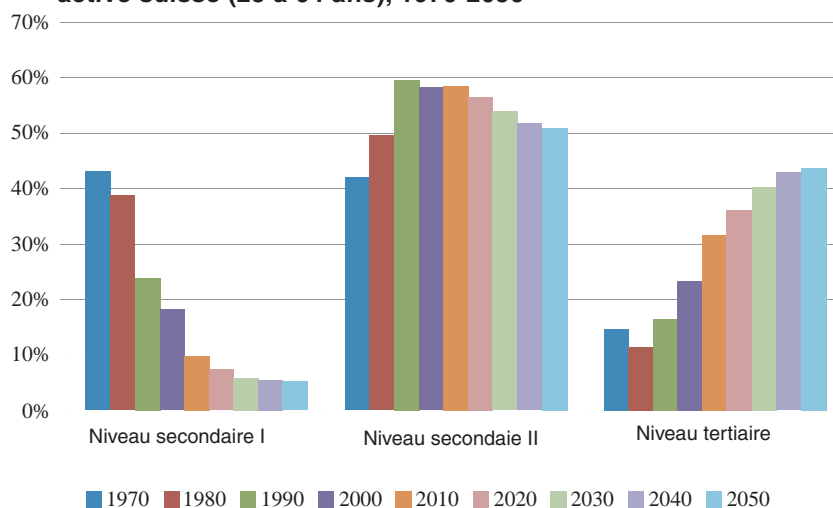
Evolution du choix professionnel

Les pronostics démographiques de l'Office fédéral de la statistique (OFS) indiquent que les choix des Suisses en matière de formation suivent en gros les changements structurels du monde professionnel et qu'ils continueront à le faire. Selon la *figure 4*, l'OFS prévoit une forte augmentation de la part des formations académiques («niveau tertiaire») et un net recul de la part des personnes sans formation («niveau secondaire I»), combinés à un léger fléchissement des apprentissages («niveau secondaire II»).

Cette évolution explique aussi pourquoi les entreprises se plaignent de la baisse de qualité des nouvelles générations d'apprentis. Comme il faut admettre que

Formation professionnelle et tertiarisation

Fig. 4: Evolution du niveau de formation de la population active suisse (25 à 64 ans), 1970-2050



Source: Données individuelles harmonisées du recensement de la population 1970-2000, Office fédéral de la statistique (Neuchâtel), calculs de l'auteur
2010-2050: OFS (2006), calculs de l'auteur

l'augmentation des titres académiques se fera à partir de la population des anciens candidats à l'apprentissage, les places d'apprentissage seront davantage repourvues par des jeunes appartenant à une population peu formée jusqu'ici. Il semble donc que le périmètre de recrutement des entreprises se déplace vers le bas.

Conséquences pour la politique de formation

Pour la politique de la formation, les conséquences de la perte d'importance de la formation professionnelle ne sont pas claires. Un des aspects problématiques semble être la préférence croissante que les employeurs accordent depuis des décennies aux titulaires d'une formation professionnelle scolarisée pour les professions des services. Mais faut-il s'opposer à cette situation ou au contraire l'accepter? La question reste ouverte. Un argument en faveur du développement de l'apprentissage dans le secteur des services est celui du lien avec la pratique. Mais l'expérience pratique n'est pas une vertu en soi, elle est un avantage ou un inconvénient en fonction des tâches à remplir. La récente crise financière en donne un exemple parlant. Selon une récente étude empirique de Fahlenbrach et Stulz (2009), l'une des causes principale de l'effondrement fut le fait que les banquiers ne comprenaient pas les risques hautement complexes avec lesquels ils agissaient. L'UBS aurait pu éviter d'énormes pertes si quelques praticiens expérimentés, disposant de connaissances de

base en théorie des probabilités, avaient siégé dans les organes dirigeants de la banque.

Et le faible taux de chômage souvent célébré dans les pays avec un système de formation dual est en partie un artefact statistique. Ce faible taux est partiellement dû au fait que les apprentis sont considérés comme population active, contrairement aux personnes en formation. En outre, il n'est pratiquement pas possible de les licencier pendant l'apprentissage. Dans le calcul du taux de chômage (nombre de chômeurs / nombre de personnes actives), ils gonflent ainsi le

nombre de personnes actives sans influencer le nombre de chômeurs et font ainsi baisser le taux de chômage de la classe d'âge correspondante.

Par ailleurs, la pratique professionnelle peut aussi s'acquérir dans le cadre d'une formation académique. C'est ce que démontrent en Allemagne depuis des décennies les hautes écoles spécialisées avec les semestres de stages, les académies professionnelles avec leurs «entreprises formatrices» et les nombreux étudiants qui travaillent. Une formation académique ne doit pas être forcément étrangère à la pratique.

Dans ces conditions, les tentatives visant à attirer davantage de jeunes vers une formation professionnelle et à motiver les entreprises à créer davantage de places d'apprentissage apparaissent assez schizophréniques. Ou bien l'offre de places d'apprentissage est suffisante et ce qui manque, c'est l'intérêt des jeunes, ou bien l'intérêt est suffisant et ce qui manque, ce sont les places d'apprentissage. Mais on ne peut pas rencontrer les deux situations simultanément.

Les tentatives de créer des apprentissages pour les nouvelles technologies apparaissent également inconsistantes. Selon le responsable informatique (CIO) d'une grande banque suisse, un apprentissage en informatique ne suffit de toute façon pas pour

Formation professionnelle et tertiarisation

obtenir un emploi à long terme dans la banque. Il faut en plus un diplôme HES. On peut donc se demander pourquoi faire ce détour par l'apprentissage et non entreprendre dès le départ des études en haute école spécialisée, d'autant plus que ces dernières sont à l'évidence trop exigeantes pour nombre d'apprentis? Quels avantages peut-on donc attendre du nouvel apprentissage en informatique si l'on considère que la plupart des personnes actives en Suisse dans une profession de l'informatique n'a apparemment pas besoin de titre professionnel?³ Et en outre, il s'agit de se souvenir que presque la moitié de l'ensemble de la population active disposant au mieux d'un CFC exerce un autre métier que celui qu'elle a appris (cf. Sheldon, 2005). Ainsi, l'important n'est pas ce qu'on apprend, mais le fait d'apprendre, que ce soit dans le secteur des services ou non.

Comme personne ne sait quelle est la part optimale des apprentissages et des formations académiques pour la société, ni quelles compétences deviendront indispensables à l'avenir en raison des mutations économiques, il semble que la meilleure politique de formation possible consiste en un système de formation (professionnelle) qui couvre un large éventail de filières à différents degrés d'exigences et qui offre autant de perméabilité que possible. La loi sur la formation professionnelle nouvellement révisée a créé les conditions nécessaires dans ce sens. C'est maintenant aux profils d'exigences des postes établis par les entreprises et aux choix professionnels des jeunes de nous montrer où se trouve l'avenir de la formation professionnelle.

³ cf. Zehnder (2007).

Bibliographie

- Office fédérale de la statistique (OFS) (2006), *Les scénarios de l'évolution de la population de la Suisse 2005 - 2050*, Neuchâtel
- Fahlenbrach, R., R. Stulz (2009), "Bank CEO Incentives and the Credit Crisis", NBER Working Paper No. 15212, July.
- Sheldon, G. (2005), *Der berufsstrukturelle Wandel der Beschäftigung in der Schweiz 1970-2000: Ausmass, Ursachen und Folgen*, Bundesamt für Statistik: Neuchâtel.
- Sheldon, G. (2008), „Die Rolle der Berufsbildung in der Bekämpfung des Fachkräftemangels“, Studie erstellt im Auftrag des Bundesamtes für Berufsbildung und Technologie (BBT), November, Basel.
- Wolter, S., J. Schweri (2002), "The Cost and Benefit of Apprenticeship Training: The Swiss Case", *Applied Economics Quarterly (Konjunkturpolitik)*, 48 (3-4), S. 347-367.
- Wyss, S. (2008), „Ist die relative Schlechterstellung niedrig qualifizierter Arbeitskräfte Mythos oder Realität? Eine Analyse der Schweizer Disparität von Lohn und Arbeitslosenquote nach Qualifikation“, WWZ-Studie, Universität Basel, August.
- Zehnder, C. (2007), „Die dramatische Erosion der Informatikausbildung in der Schweiz - Ursachen, Konsequenzen und Lösungswege“, Jahr der Informatik 2008 - informatica08, Beitrag zur Medienkonferenz vom 20. November.

L'auteur

George Sheldon est professeur extraordinaire d'économie nationale et responsable de la Forschungsstelle für Arbeitsmarkt- und Industrieökonomik (FAI) am Wirtschaftswissenschaftlichen Zentrum (WWZ) de l'Université de Bâle. A la fin des années 1960, il a travaillé pendant six mois comme soudeur dans l'un des plus grands chantiers navals des USA. Les compétences nécessaires lui ont alors été transmises par un cours de deux semaines. Aujourd'hui, cette activité est réalisée par des postes automatiques de soudure et les chantiers ont été en grande partie délocalisés à l'étranger.

Traduction: Philippe Domont; mise en page: rh

Impressum

Document complémentaire à la newsletter PANORAMA.actualités.
 © chez l'éditeur: Centre suisse de services Formation professionnelle | orientation professionnelle, universitaire et de carrière CSFO, Berne
 Possibilité de s'abonner gratuitement via le site www.panorama.ch; on y trouve les éditions précédentes et d'autres informations sur le marché du travail, la formation professionnelle, l'orientation professionnelle, universitaire et de carrière.
 Rédacteur responsable: Emil Wettstein, Berufsbildungsprojekte GmbH Zürich, redaction@panorama.ch

Livre blanc «Une éducation pour la Suisse du futur»

Document complémentaire à la lettre d'information PANORAMA.actualités du 30 septembre 2009

Nouvelle 6916fa

Réception critique du livre blanc

Dans le cadre du mandat de soutien à la reconnaissance précoce et au dialogue entre les sciences et la société que leur a octroyé la Confédération, les Académies suisses des sciences ont élaboré des «Exigences posées au système éducatif suisse en 2030» et les ont présentées lors d'une journée, le 24 septembre. Leur livre blanc y a reçu un accueil extrêmement critique. Par Emil Wettstein

Le livre blanc «Une éducation pour la Suisse du futur»¹ a été élaboré dans un groupe de travail de quatre personnes, sous la direction du Prof. *Walter Ch. Zimmerli*, président de l'Université technique du Brandebourg à Cottbus. Les autres membres étaient *Carlo Malaguerra*, ancien directeur de l'Office fédéral de la statistique, *Markus Fischer*, FM Consulting et le Prof. *Rudolf Küenzler*, de l'Université de Zurich, ancien directeur de la HEP du Nord-Ouest (FHNW). Le contenu du livre blanc a fait l'objet d'un débat au Congrès 2009 de l'Académie suisse des sciences techniques, auquel participait une centaine de personnes.

Introduction par les auteurs

Le livre blanc a été présenté par le Prof. Zimmerli et C. Malaguerra. Le premier a notamment insisté sur le fait que la Suisse n'est plus une île en matière de formation, comme le montre par exemple l'importation de spécialistes. La Suisse forme annuellement 670 médecins et en importe 1300. En informatique, elle a besoin chaque année de 5000 à 7500 spécialistes, alors qu'elle en forme à peine entre 2500 et 3000. L'exigence d'une augmentation massive du nombre de titulaires de maturité doit être située dans ce contexte.

Critiques de spécialistes

Neuf personnes représentant les autorités du système d'enseignement et les partenaires sociaux ont été ensuite invitées à présenter leur «appréciation» du livre blanc. La tonalité était si critique qu'on peut se

demander si ce livre et le travail qui l'a précédé ne sont pas réduits en cendres.

Plusieurs personnes ont signalé que quelques postulats du livre blanc sont déjà réalisés, ou en voie de l'être. Par rapport à l'exigence d'un programme de formation national, *Heinz Rhyn*, responsable du département Développement de la qualité du Secrétariat général de la CDIP, a évoqué le concordat HarmoS et les plans d'études de Suisse allemande et de Suisse romande. L'amélioration de la perméabilité est aussi de pleine actualité, selon le Prof. *Richard Bühler*, président de la Direction de la HES du Nord-Ouest de la Suisse. Dans le cadre de l'exigence d'un pilotage centralisé, *Ursula Renold*, directrice de l'OFFT, a attiré l'attention sur le dispositif de monitoring du système réalisé en commun par la Confédération et les cantons. Le mandat constitutionnel donné à la Confédération et aux cantons de veiller ensemble à une qualité élevée et à la perméabilité du paysage de la formation suisse est ainsi concrétisé. L'Office fédéral de la formation professionnelle et de la technologie, la CDIP et les organisations du monde du travail développent depuis des années une collaboration au niveau opérationnel, inscrite dans le long terme par le biais des Masterplans. Le pilotage est ainsi bien mieux unifié qu'en Allemagne, par exemple, où la formation pratique est réglée au niveau fédéral et la formation théorique par les Länder. La loi fédérale sur la formation professionnelle

¹ A télécharger à l'adresse http://www.academies-suisse.ch/downloads/ZukunftBildungSchweiz_franz.pdf. Prise de position et précisions du Prof. Philipp Gonon, de l'Université de Zurich: <http://www.edudoc.ch/record/34848> (en allemand seulement).

Livre blanc «Une éducation pour la Suisse du futur»

met à disposition les moyens d'innover, fondement important d'une réforme permanente de la formation professionnelle, a affirmé *Bruno Weber*, de Travail.Suisse.

La formation professionnelle, au centre de cette journée, a été ainsi abordée directement, alors qu'elle n'est traitée qu'en quelques phrases dans le livre blanc (p. 23), la formation professionnelle supérieure (tertiaire B) n'y étant même pas évoquée. De plus, la NZZ a publié dès le lendemain de la présentation officielle du livre blanc un entretien avec le responsable du groupe de travail sous le titre «La formation professionnelle duale est un modèle dépassé». Le directeur de l'Union suisse des arts et métiers (USAM), *Hans-Ulrich Bigler*, a expliqué que le livre blanc, et tout particulièrement l'interview qui vient d'être citée, ont été pris comme des attaques frontales contre l'apprentissage, suscitant de grandes inquiétudes. L'exigence d'un taux de maturité de 66% serait un chemin tout tracé vers une augmentation du chômage des jeunes, comme le montre l'exemple de la Finlande. Il a rappelé que la politique de formation est une des tâches centrales de l'USAM depuis 125 ans, et que ses membres s'engagent en faveur de la formation professionnelle initiale et continue. Ils assurent l'employabilité des jeunes et son développement continu dans le cadre de programmes de formation. Oubliée dans le livre blanc, la formation professionnelle supérieure forme entre autres les cadres des PME. U. Renold aurait souhaité savoir d'où venait l'affirmation que le système de formation professionnelle duale atteint «visiblement» ses limites.

Expertes et experts étaient d'accord pour considérer la communication dans le cadre de la présentation du livre blanc comme un véritable ratage. L'entretien accordé à la NZZ en fait partie. Pour *Peter Sigerist*, de l'Union syndicale suisse, comme pour beaucoup d'autres, cet entretien été le premier contact avec le livre blanc. De telles affirmations plombent la discussion comme le futur développement de l'enseignement, entraînant le rejet de réflexions intéressantes du livre blanc. Pour *Heinz Rhyn*, les chances d'une discussion nuancée ont été ainsi manquées. Pour *Willi Stadelmann*, Président de la Conférence suisse des rectrices et recteurs des hautes écoles pédagogiques, un rapport des Académies suisses des sciences suscitait de grandes attentes; il a dû consta-

ter avec regret qu'y manquaient aussi bien une analyse qu'un étayage scientifique.

Voilà pour les trois thèmes centraux de la critique. L'exigence pour les hautes écoles de pouvoir choisir elles-mêmes leurs étudiantes et étudiants peut entrer en contradiction, selon *Mauro Dell'Ambrogio*, secrétaire d'Etat à l'éducation et à la recherche, avec une obligation scolaire étendue à l'âge de 18 ans. *Beat W. Zemp*, président de LCH (organisation faïtière du corps enseignant de Suisse allemande), se réjouit du poids important qui est accordé au corps enseignant et à sa formation, mais regarde avec méfiance l'idée que l'école pourrait apporter une solution à tous les problèmes.

Les critiques des spécialistes n'ont pas été approuvées par toutes les personnes présentes. Si plusieurs ont déploré des aspects importants, deux ont en revanche expressément remercié les auteurs en signalant que le livre blanc comprend aussi de nombreux postulats importants et dignes d'attention. Selon elles, l'indignation face au traitement négligeant du morceau de choix que constitue la formation professionnelle dans le système d'enseignement suisse a relégué des aspects positifs en arrière-plan.

Quelle suite?

S'exprimant comme «discutant», le Prof. *Buschor* a plaidé en faveur d'une bonne compréhension du livre blanc. Il n'est pas possible de formuler en une trentaine de pages un concept qui tienne compte de l'ensemble des dimensions nécessaires, tout en les justifiant. Les auteurs ont toutefois abordé des aspects importants, tels que le poids de la petite enfance, l'équilibre entre les compétences professionnelles et sociales, l'apprentissage tout au long de la vie, le rôle clé du corps enseignant et les changements dans sa formation, les inconvénients d'un excès de bureaucratie dans la formation. Mais le rapport a aussi des faiblesses. Ainsi, la formation professionnelle duale y est clairement sous-estimée, et la formation académique surestimée. Par ailleurs, le pilotage centralisé du système de formation exigé par les auteurs n'est en principe pas supérieur à un système fédéraliste. Selon *Buschor*, la qualité du système d'enseignement suisse ne prête pas à discussion. Mais il a aussi ses faiblesses. On y compte par exemple trop de professions et surtout de trop nombreux diplômes de for-

Livre blanc «Une éducation pour la Suisse du futur»

mation professionnelle supérieure. Sa perméabilité pourrait être aussi nettement améliorée. De façon croissante toutefois, la politique de formation sera amenée bon gré mal gré à gérer les manques existants ou prévisibles de spécialistes dans certains domaines, comme la santé, les TIC ou l'éducation. La réforme permanente de la formation professionnelle a été prise en compte et est constante depuis dix ans, souligne U. Renold. Mais sur ce point, l'horizon temporel n'est que de quatre ans, objecte C. Malaguerra. Il manque selon lui une discussion stratégique sur un horizon de vingt ans. De plus, cette discussion ne devrait pas être pilotée par les autorités, mais par une instance neutre.

A propos du livre blanc «réduit en cendres», le Prof. *Peter Suter*, président des Académies suisses des sciences, a relevé dans sa conclusion qu'à quelque chose malheur est bon. Il retient que certains éléments du livre blanc doivent être retravaillés et élargis, et que les déficits évoqués lors de la journée doivent être comblés. Les nombreuses critiques sont prises au sérieux et la discussion doit être poursuivie.

Emil Wettstein, Berufsbildungsprojekte Dr. Emil Wettstein GmbH,
ewettstein@bbprojekte.ch

Traduction: Ruth Amos; mise en page: rh

Impressum

Document complémentaire à la newsletter PANORAMA.actualités.
© chez l'éditeur: Centre suisse de services Formation professionnelle | orientation professionnelle, universitaire et de carrière CSFO, Berne

Possibilité de s'abonner gratuitement via le site www.panorama.ch; on y trouve les éditions précédentes et d'autres informations sur le marché du travail, la formation professionnelle, l'orientation professionnelle, universitaire et de carrière.

Rédacteur responsable: Emil Wettstein, Berufsbildungsprojekte GmbH Zürich, redaction@panorama.ch



Offre d'emploi

Nous cherchons pour le 1^{er} janvier 2010 ou une date à convenir un ou une

Spécialiste en formation professionnelle

Tâches

- traitement des questions en rapport avec la mise en oeuvre des dispositions de la Loi fédérale sur la formation professionnelle sur les plans national et intercantonal;
- établissement de recommandations et production de documents sur les questions relatives à la formation professionnelle initiale en entreprise et la formation professionnelle supérieure et continue;
- secrétariat de commissions de la Conférence suisse des offices de formation professionnelle (CSFP).

Exigences

- formation professionnelle supérieure (brevet fédéral ou diplôme fédéral, diplôme d'une école supérieure ou d'une HES) ou titre équivalent;
- langue maternelle allemande, française ou italienne, bonnes connaissances d'au moins une autre langue nationale;
- intérêt pour le monde de la formation et plus particulièrement celui de la formation professionnelle; les expériences dans les domaines de la formation initiale en entreprise et/ou de la formation professionnelle supérieure et continue sont un avantage;
- capacité à travailler de manière indépendante et précise;
- bonnes compétences sociales et capacité de négociation.

Nous offrons

- un travail intéressant et varié avec de nombreux contacts et négociations avec des administrations et des associations;
- un cadre de travail stimulant dans une petite équipe motivée intégrée au secrétariat général de la Conférence suisse des directeurs cantonaux de l'instruction publique (CDIP);
- une place de travail au centre de Berne à proximité de la gare;
- une rémunération selon le règlement salarial du canton de Berne (collaborateur/trice scientifique ou spécialisé-e).

Le délai pour l'envoi des offres complètes est fixé au 10 octobre 2009.

M. Jean-Daniel Zufferey, tél. 031 309 51 58, se tient à votre disposition pour tout renseignement complémentaire.